

**INFORMATIONSLAT
FIR EN ALTERNATIVEN
ËM GANG MAT GELD**
Projekte:
Haardwand, BIOG, BIOGROS,
Demy Schandeler

Sondage:
Les Luxembourgeois
plébiscitent l'ISR

New Bank:
Fondation d'une nouvelle
banque sociale

Vélotouren:
Naturerlebnis &
Projektbesuche


EDITORIAL

Liebe Alternativsparerinnen und -sparer,

wir hoffen, Sie kommen gut erholt aus dem Urlaub. Vielleicht mit neuer Tatkraft, vielleicht auch mit dem Wunsch und Willen, einiges am Inhalt oder Stil Ihrer Arbeit zu verändern. Auch wir haben die Pause genutzt und wie gewohnt zur Rentrée Bilanz gezogen. Im diesjährigen Jahresbericht können wir Ihnen einige wohlgeriefte Sommerfrüchte präsentieren. Eine Premiere ist, dass wir Ihnen diesen Bericht erstmals mit diesem etikaINFO zuschicken. Er fasst kurz und knapp die weiterhin sehr erfreuliche Entwicklung des alternativen Sparkontos zusammen und erläutert noch einmal die elf neuen Kredite des vergangenen Jahres. Innerhalb eines Jahres hat es wieder einen starken Anstieg von 818 auf 890 Sparerinnen und Sparer (plus 72) und einen noch stärkeren Anstieg des Sparkapitals von 32,3 auf 42,7 Millionen Euro (plus 10,4 Mio) gegeben. Dieses anhaltende Vertrauen in eine sozial und ökologisch verantwortungsvolle Geldanlage freut uns sehr. Die Kehrseite der Medaille ist freilich, dass es uns noch nicht gelungen ist, im Gleichschritt mit dem gestiegenen Sparkapital auch neue Kreditnehmer zu finden, um das Geld mit sozialem und ökologischem Gewinn zu investieren. Werben Sie also für uns: Für unser Sparkonto und unsere zinsreduzierten Kredite!

Ekkehart Schmidt-Fink

POINT DE VUE

Jusqu'à quand allons-nous payer les pots cassés de la crise financière ?

La crise dite de l'euro que nous connaissons aujourd'hui est une conséquence directe de l'endettement contracté lors du renflouement des banques en 2008 : près de trois ans après la chute de Lehman Brothers, avons-nous vraiment tiré toutes les conséquences de la dérégulation des marchés financiers ? Nos dirigeants devraient écouter la colère grandissante des peuples floués dans toute l'Europe, car il existe des solutions pour remettre enfin cette finance au service de l'humain.

Près de trois ans après l'explosion de cette crise, nous constatons que si les banques se portent bien, il n'en est pas de même ni pour le reste de l'économie ni pour les finances publiques de la plupart des pays industrialisés. Le documentaire Inside Job (cf. page 5) montre que si les responsables de cette gabegie n'ont non seulement jamais été inquiétés, mais se sont encore enrichis depuis, les millions de personnes qui ont perdu leur emploi et/ou leur logement sont majoritairement loin d'être tirés d'affaire. Après avoir largement puisé dans les réserves d'argent public pour renflouer les banques

défaillantes, les Etats se font mordre la main par ces mêmes banques qui spéculent sur leur dette : des populations entières subissent à des degrés divers des plans d'austérité, payant ainsi le prix fort en termes de pouvoir d'achat, d'accès à la santé et à l'éducation pour des erreurs dont ils ne sont pas responsables. Le président de la BCE Jean-Claude Trichet a estimé que plus du quart des richesses produites dans le monde en 2008 a été mobilisé pour renflouer les banques.

Certains argueront que la dette publique des Etats n'a pas attendu septembre 2008 pour exister : c'est exact, mais pas vrai dans tous les cas. L'Espagne et l'Irlande qui sont aujourd'hui très menacés étaient excédentaires en 2007. Privatisation des profits et socialisation des pertes : le refrain est connu et toujours d'actualité. Les dernières évolutions concernant le poids de la dette des Etats industrialisés (Etats-Unis en tête, qui ont connu pour la première fois de leur histoire une dégradation de leur note par Standard & Poor's) ne doivent pas nous y tromper : nous sommes bien arrivés dans un nouvel état de fait, et la pression

exercée sur nos économies par les marchés financiers est devenue proprement insupportable. Un exemple caricatural est celui de l'Etat irlandais, prenant à sa charge les engagements de banques plombées par les actifs « pourris » de la crise financière, essayant de combler un puits sans fond : 50 milliards d'euros en 2010, soit près d'un tiers (!) de son PIB, pour renflouer des banques dont les pertes avaient été auparavant dissimulées.

Revoir la légitimité de la dette

Nous serions d'ailleurs très inspirés d'étudier les mécanismes de défense mis en place par les pays qui ont également subi de plein fouet un endettement public massif, endettement qui a longtemps grevé leur développement. Ces pays ont lutté avec des outils qui sont tout à fait transposables chez nous. Comme l'Equateur et le Brésil, nous pourrions d'abord effectuer un audit de la dette publique de chaque pays en différenciant les postes qui ont effectivement répondu aux besoins de la population de ceux qui ont servi exclusivement les intérêts privés (qu'ils soient créanciers ou bénéficiaires de prêts). Il s'agit de différencier pour chaque pays la part de la dette légitime de celle de la dette odieuse. La dette odieuse est une jurisprudence avancée par certains auteurs en matière de droit international relative à une dette contractée par un régime, qui sert à financer des actions contre l'intérêt des citoyens de l'État et dont les créanciers ont connaissance. Elle répond à trois critères : la dette est contractée par un régime à l'insu de sa population ou sans l'assentiment de celle-ci, les prêts sont gaspillés dans des activités contre l'intérêt des citoyens et les prêteurs sont au courant de la situation. Les parlementaires grecs étaient-ils par exemple bien informés du montant de 1,2 milliard d'euro dépensé juste pour la sécurité lors des Jeux d'Athènes en 2004 ?

Une fois cet audit effectué, il convient de revoir également comment la dette publique est évaluée par les fameuses agences de notation, qui ont une part énorme de responsabilité dans la crise que nous connaissons. Nous savons déjà que ces agences sont soumises à des conflits d'intérêts majeurs lorsque qu'elles sont rémunérées par les émetteurs des titres qu'elles sont censées évaluer. Leurs évaluations des dettes

souveraines sont également sujettes à discussion car leurs méthodes de calculs sont loin d'être transparentes et les agences refusent de justifier leurs décisions, qui peuvent se révéler dramatique pour l'économie d'un pays. Là encore il est temps de mettre en place un pôle public pour évaluer les dettes souveraines. Enfin, il revient à une population la décision souveraine de refuser de payer une dette illégitime comme l'a fait le peuple islandais, quitte à voter - passant outre les décisions et recommandations de son propre parlement - à deux reprises contre le remboursement de cette dette. Cette décision n'est pas sans conséquence et le peuple islandais n'a pas cédé devant les menaces : blocus des exportations islandaises, notamment les produits de la pêche, arrêt de l'aide financière du FMI, etc...

Au-delà de la question de la dette, remettre la finance dérégulée au pas

Etika se joint aux voix qui réclament une nouvelle distribution des cartes en Europe. Outre la réforme des agences de notations, d'autres réformes doivent être mises en place d'urgence, car les tentatives existantes sont bien insuffisantes.

Les Etats-Unis ont bien voté les lois Dodd-Franck en juillet 2010, lois censées mettre un terme au fameux too big to fail, c'est-à-dire remodeler le paysage bancaire américain pour que le contribuable ne soit plus amené à payer les pots cassés de banques dont la faillite mettrait l'économie du pays en faillite. Las, ces lois sont loin d'arriver à la cheville du Glass-Steagall Act que Roosevelt avait mis en place en 1933 pour séparer les activités des banques d'affaires de celles de dépôts. Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz ne s'y est pas trompé en évoquant une loi qui n'allait pas assez loin en laissant suffisamment de failles pour que les institutions financières puissent contourner ces garde-barrières. En Europe, la situation n'est pas plus brillante, si l'on excepte la très notable volte-face de la Commission qui a soutenu le principe d'une taxe sur les transactions financières en juin dernier devant le Parlement Européen, accompagnée d'une proposition législative prévue pour le courant d'octobre. Il faut également revoir la question de la création monétaire dans la zone euro et

du refinancement des pays les plus touchés. La situation actuelle, déjà intenable pour la Grèce (dont la totalité de la dette ne pèse que 3,7 % du PIB européen), peut rapidement empirer si des pays autrement plus significatifs comme l'Italie ou l'Espagne sont attaqués sur leur dette. Il serait également temps de revoir les statuts de la Banque Centrale Européenne qui n'est pas tenue de mener une politique favorable à la création d'emplois, contrairement à son équivalent américain la Federal Reserve qui doit prendre ce critère en compte.

Enfin, nous pouvons parier que les Etats ayant massivement besoin de recettes seront beaucoup moins complaisants vis-à-vis de l'évasion fiscale qu'ils ne l'ont été par le passé, notamment vis-à-vis de la fuite des profits de transnationales vers les paradis fiscaux : l'administration Obama acceptera-t-elle par exemple longtemps que Google, de loin l'une des entreprises américaines les plus rentables, n'ait payé que 2,4% d'impôts sur les profits réalisés hors Etats-Unis en 2009, contre 35 % pour une entreprise basée au Etats-Unis ?

Tout comme la population argentine en 2001, les populations grecques, portugaises, espagnoles, irlandaises et islandaises ne veulent plus être les victimes expiatoires des marchés financiers : nos dirigeants seraient bien inspirés d'écouter cette colère qui gronde, au lieu d'appliquer des plans de rigueur qui ne feront qu'étouffer nos économies déjà chancelantes. Une autre finance est non seulement possible, mais également indispensable.

(jsz)

SOURCES :

Le piège de la dette publique. Comment s'en sortir, Jacques Cossart, Evelyne Dourille-Feer (coord.) / Attac, Ed. Les liens qui libèrent, mai 2011, page 70 / Site du comité pour l'annulation de la dette du tiers monde : www.cadtm.org

PHOTO DE COUVERTURE :

Les banques reçoivent des millions, pendant que les familles doivent enlever le pantalon : la banderolle de ces manifestants autrichiens résume bien la pensée des populations victimes des plans d'austérité.

Investitionen in eine nachhaltige Zukunft



Windenergie

„Luxemburg baut seine Energielandschaft um“, verkündete Wirtschafts- und Energieminister Jeannot Krecké Ende Juni. Rund 50 zusätzliche Windräder sollen vornehmlich im Ösling und im Minette errichtet werden. Zudem ist eine Biogas-Anlage von riesigen Ausmaßen geplant. Bis 2020 soll der Anteil der erneuerbaren Energien am Gesamtenergieverbrauch von derzeit zwei auf elf Prozent steigen. Das umzusetzen ist eine große Herausforderung. Die Regierung baut dabei vornehmlich auf Windkraft und Biogas. Aber auch die Wasserkraft soll ausgebaut werden.

Was die Regierung endlich ernsthaft in Angriff nimmt, ist für etika schon ein alter Hut. Projekte im Bereich der erneuerbaren Energien stellen seit über zehn Jahren einen sehr hohen Anteil der Investitionen des alternativen Sparmechanismus. Von den insgesamt in bald 15 Jahren geförderten gut 150 Projekten sind über 50 diesem Bereich zuzuordnen. Meist waren gut 35 Prozent der investierten Gelder in diesem Bereich gebunden. Mitte 2005 und Mitte 2010 erreichte der Anteil sogar 42 bzw. 43 Prozent. Mit Stand Ende Juni 2011 waren jedoch nur noch 26 Prozent der Kreditsumme hier investiert. In Windenergieanlagen ist von Anfang an investiert worden, dann kamen Projekte zur Sanierung von Wassermühlen dazu. Ein Sonderfall war das Jahr 2002 mit vielen Photovoltaikprojekten. Heute dominieren unter den neuen Krediten weiterhin Windenergieanlagen sowie der Bereich Energieeffizienz und Hybridbussen (siehe Seite 2).

Zu nennen ist insbesondere die Haardwand Sarl, die in den vergangenen Jahren drei Kredite zum Bau von Windenergieanlagen erhalten hat: Zunächst wurde im September 2004 ein Investitionskredit zur Errichtung eines Windparks mit zwei Windkraftanlagen in der Gemeinde Stockem vergeben. Im Oktober 2009 und im August 2010 erhielt Haardwand zwei weitere Kredite zum Bau von Windenergieanlagen auf dem Boden der Gemeinde Wincrange. Die Kredite in Höhe von 1 Million Euro bzw. 1,374 Millionen Euro dienten der Errichtung von Anlagen mit einer Kapazität von jeweils 800 KW. Die Windräder drehen sich in einer Höhe von 73 Metern, wobei der Rotor einen Durchmesser von 53 Metern hat. Die Gesamthöhe der Anlagen erreicht somit nahezu 100 Meter. (esf)

BIOGROS: nouvelle ligne de production

BIOGROS S.A., le leader des grossistes de produits biologiques et bio-dynamiques au Luxembourg, importe en complément de la distribution de produits bio luxembourgeois BIOG des produits de marque d'autres pays européens lorsque l'offre nationale ne satisfait plus la demande. L'offre comprend une gamme complète de produits frais, c'est-à-dire produits laitiers, fruits et légumes (ainsi que des produits secs). Les activités de BIOGROS sont intégrées dans celles du Groupe OIKOPOLIS à Münsbach. BIOGROS y collabore étroitement avec la coopérative agricole luxembourgeoise BIOG et avec NATURATA.

BIOGROS est un fournisseur pour les détaillants d'aliments biologiques et bio-dynamiques (DEMETER). BIOGROS s'efforce de reconnaître les besoins des fournisseurs, clients et collaborateurs et s'engage depuis sa fondation à entretenir des relations commerciales équitables.

Déjà en décembre 2010, BIOGROS a obtenu un crédit d'investissement d'un montant de 1,6 million d'euros sur une durée de dix ans

par etika et la BCEE pour l'achat d'une infrastructure complète dans un nouveau hall de stockage loué à Münsbach et d'une ligne de montage (voir etikaINFO 35). En mai 2011 BIOGROS a obtenu un autre crédit à taux réduit de 400 000 euros sur une durée de huit ans pour l'installation d'une nouvelle ligne de production 4ième gamme sur le site d'OIKOPOLIS. (esf)

BIOG: deux silos à céréales

Sous le toit de BIOG, la coopérative agricole luxembourgeoise, 33 agriculteurs, horticulteurs et autres collaborateurs engagés dans l'agriculture biologique au Luxembourg ont créé depuis 1988 une communauté solide pour la promotion de la marque BIOG. « Notre but est de protéger durablement l'environnement par une agriculture biologique, et d'encourager une discussion entre producteurs agricoles et consommateurs afin de réveiller les consciences en faveur d'une plus grande solidarité entre eux », explique Änder Schanck.

Depuis 1992 le label BIOG garantit des produits issus de l'agriculture biologique luxembourgeoise dans la mesure du possible. Au départ, BIOG se concentrait surtout sur l'installation de laiteries dans les fermes, et sur la fabrication de ses propres farines, emballées pour la vente au détail. De nos jours, une grande partie de ces activités sont assurées en collaboration avec des entreprises comme Luxlait, le Moulin de Dieschbourg et autres. La laiterie de la ferme Schanck-Haff produit toujours un assortiment de fromages fermentés et frais. En août 2010, BIOG a obtenu un crédit de 150 000 euros sur dix ans pour le préfinancement de la construction de deux silos à céréales et l'achat d'une machine à nettoyer. (esf)

INFO :

Alle von etika geförderten Projekte werden auf www.etika.lu ausführlich beschrieben.

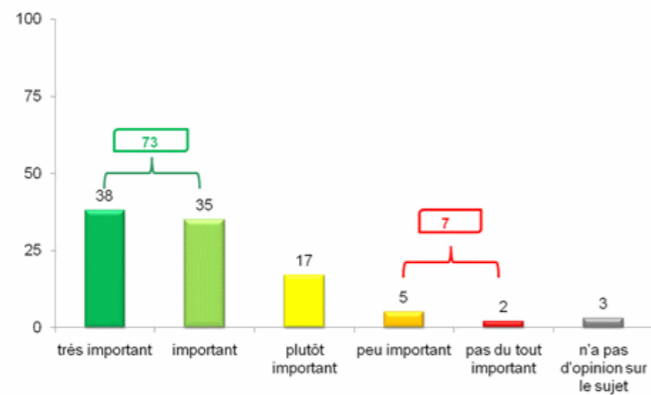
Les Luxembourgeois plébiscitent l'ISR, aussi bien pour l'épargne publique que privée

C'est ce qui ressort d'un sondage commandé par etika - association de promotion de l'investissement socialement responsable (ISR) - en commun avec un collectif d'organisations de la société civile à l'institut TNS ILRES, effectué sur un échantillon pondéré de 1.000 résidents luxembourgeois. 73 % des personnes sondées se déclarent favorables à l'usage de critères environnementaux et sociaux dans la sélection d'investissements du « Fonds de compensation commun au régime général de pension » (FDC), et ils sont encore 55 % à accepter un rendement financier moindre si la plus-value sociale et environnementale est plus importante.

Le sondage a indiqué que les répondants plaçaient par ordre de priorité l'exclusion de l'investissement dans l'armement, la promotion des droits de l'homme, la promotion des droits sociaux et la protection de l'environnement. Cet engouement pour la gestion de l'argent public se confirme également dans la question de l'épargne privée, puisque 68 % des sondés se déclarent prêts à investir probablement ou certainement une partie de leur épargne dans des placements ciblant des activités à valeur ajoutée sociale et environnementale, alors qu'ils étaient seulement 35 % dans un sondage réalisé par TNS ILRES en 2000 ! « Ces résultats nous encouragent dans notre démarche de sensibilisation démarrée depuis la création de etika il y a quinze ans » déclare Magali Paulus, la présidente d'etika. « Ils démontrent que près de trois ans après l'éclatement de la crise financière et économique, les Luxembourgeois ne sont pas retournés au 'business as usual' où seul le rendement primait, et que l'opinion publique est largement en phase avec la société civile demandant une prise en compte de critères éthiques pour le FDC » poursuit-elle.

Cet engouement se traduit par une forte croissance du nombre de comptes Epargne Alternative ouverts : le nombre de comptes ouverts depuis 2009 dépasse le cumul des dix années précédentes. « Les résultats de ce sondage constituent un signal très clair lancé par les Luxembourgeois, et il est grand temps pour les responsables politiques comme pour les banques de dépôts présentes sur la place de répondre à une attente aussi fortement exprimée »

Importance: Investissement de l'argent public du FDC dans des actifs financiers respectant des critères autres que financiers



Q1. Dans quelle mesure est-ce important pour vous personnellement que l'argent public du FDC soit investi dans des actifs financiers qui respectent, à côté des critères de rendement financier, des critères non-financiers comme des critères sociaux et environnementaux qui excluraient les entreprises dont le comportement poserait un problème au développement humain et à l'environnement (atteintes aux droits humains, non respect des législations sur le travail, atteintes à l'environnement, production de biens controversés comme les armes etc...)?

tns ilres

Sondage en ligne TNS ILRES pour etika sur la gestion du fonds de compensation commun au régime général de pension - mai 2011

4

Les résultats du sondage sont très encourageants et nous enjoignent à continuer notre travail de lobby envers les autorités publiques. Vous trouverez les résultats complets du sondage sur notre site internet.

conclut Magali Paulus. Fort de ces résultats encourageants, etika, accompagnée de représentant-e-s des organisations membres du collectif, a rencontré le conseil d'administration du FDC en juin dernier : nous avons pu ainsi échanger nos points de vues sur la nécessité de mettre enfin en place des critères extra-financiers pour le FDC, comme nous l'avions déjà demandé il y a trois ans avec l'OGBL, et plus récemment en donnant suite aux polémiques soulevées par la présence d'entreprises soupçonnées de fabriquer des bombes à sous-munitions dans son portefeuille d'investissement. Le conseil d'administration du FDC nous a annoncé à cette occasion qu'il était en train de travailler sur cette question, ce dont nous nous réjouissons, d'autant que le FDC est de loin le premier fonds d'investissement public du pays et est à ce titre la vitrine de l'investissement public dans le pays. La société civile n'est d'ailleurs pas la seule à s'intéresser à la question posée par les critères extra-financiers utilisés par le FDC : lors d'une table ronde organisée par le parti des Verts sur cette question en mai dernier, une écrasante majorité des partis représentés à la Chambre des Députés s'est déclarée favorable à l'adjonction de tels critères.

Nous vous tiendrons informés des suites de nos démarches dans les prochains numéros de etika-info. (jsz)

ORGANISATIONS MEMBRES DU COLLECTIF :

ASTM, Biolabel, Caritas Luxembourg, Cercle de Coopération des ONG de développement, Co-Labor, Demeter Bond, etika, Greenpeace Luxembourg, Mouvement écologique, natur&emwält

Hausse du taux du compte EA

Vous avez certainement constaté que le taux de rémunération de votre compte EA est passé de 0,70% à 1,00 % depuis le 1er août : c'est une conséquence directe de l'augmentation des taux directeurs de la BCE. C'est donc une bonne nouvelle pour les épargnants, mais cela va aussi réduire l'accès au crédit des ménages et des entreprises, ce qui est dans le contexte actuel pas vraiment indiqué : la Federal Reserve a par exemple laissé ses taux inchangés depuis décembre 2008.

Etika participe à la fondation d'une nouvelle banque sociale en Belgique

Devant le constat de l'inadéquation grandissante entre les besoins exprimés par l'économie réelle et le chemin pris par les banques dominantes, nos voisins belges se sont lancés un défi de taille : créer une nouvelle banque ex nihilo, qui a pour objet de répondre aux besoins des épargnants mais aussi des entreprises.

Cette banque - appelée pour l'instant New Bank, en attendant une dénomination finale - sera une banque coopérative, c'est-à-dire que cette banque appartiendra à ses clients et chaque souscripteur d'au moins une part de cette banque aura une voix pour participer aux décisions concernant les orientations de New Bank, indépendamment du nombre de parts en sa possession, comme c'est le cas pour les banques fondées sous forme de société anonyme où ce sont les gros actionnaires qui imposent leur volonté. Les membres fondateurs de NewBank sont tous issus de la société civile et du monde du travail belge : il y a bien sûr les acteurs clés de la finance sociale belge comme le Réseau Financement Alternatif (qui fait à peu près le même travail que etika sur la zone Wallonie-Bruxelles), le Netwerk Vlanderen (le pendant flamand du Réseau Financement Alternatif) ; le Crédal, Hefboom mais également des ONG comme 11.11.11 (l'équivalent du Cercle de Coopération des ONG de développement en Belgique) ou Greenpeace et Caritas Belgique, des mutuelles et des syndicats issus des deux communautés linguistiques de la Belgique.

A l'heure où l'on nous rebat les oreilles sur la fin de la Belgique, il est rassurant de constater que les communautés linguistiques dépassent le cadre des conflits nationalistes. L'objectif de New Bank est de proposer un service bancaire complet pour l'épargnant (compte courant, de dépôt et à vue, carte de crédit etc.) comme pour les entreprises en sélectionnant uniquement les activités économiques créatrices d'emploi et de lien social. Les activités à caractère spéculatif ou contraires à l'intérêt général seront bien entendu exclues du champ d'investissement de New Bank.

Dans un premier temps, cette banque sera une banque Internet, mais il est prévu à l'avenir de quadriller le territoire belge en installant des

permanences dans les organisations fondatrices de la Banque : l'idée est de toucher toutes les personnes désirant mettre leur argent au service d'une finance respectueuse de l'être humain et de son environnement.

Etika est l'unique organisation non belge parmi les fondateurs de New Bank. Notre participation se concrétise par le financement de l'étude de faisabilité : celle-ci devrait rendre ses conclusions à la fin de cette année et déterminer si une telle aventure a des chances de fonctionner. Il était en effet logique pour nous de participer à la fondation d'une nouvelle banque sociale, car ce genre d'évènement n'est pas courant, surtout avec autant d'organisations de la société civile dont des représentants du monde syndical. Jusqu'à présent, seuls les québécois ont réussi le tour de force de créer une telle banque avec la fondation de la Caisse Desjardins en... 1900 ! Les autres grands acteurs de la finance sociale européenne (Triodos, Banca Etica, GLS Bank) sont toutes nées à l'initiative de petites organisations privées, sans le concours des syndicats. Nous vous tiendrons bien entendu informés des suites de ce projet. (jsz)

La BCEE parmi les 10 banques les plus sûres du monde



Comme à chaque année, le magazine anglophone Global Finance effectue des classements pour évaluer les banques les banques différents critères (plus grosses banques, meilleures banques internet, etc). Dans la catégorie des banques des plus sûres, la BCEE arrive cette année en huitième position, ce qui prouve qu'une banque sous contrôle public, souvent décriée comme trop conservatrice n'a pas que des inconvénients ! Le classement complet est disponible sur le site www.gfmag.com (jsz)

Des films pour comprendre la crise



Mémoire d'un sacage, réalisateur : Fernando E. Solanas, Durée : 2h00, disponible en DVD et consultable sur Dailymotion

Ce documentaire produit en 2003 revient sur la crise qui mit l'Argentine en faillite en décembre 2001. Rappelons que l'Argentine était considérée alors comme le pays le plus évolué de l'Amérique Latine. Il démonte point par point les mécanismes (dette publique, corruption, privatisation) qui ont amené un pays modèle selon les normes du FMI à la faillite. Il est très intéressant de revoir ce documentaire à la lumière des événements d'aujourd'hui, pour se rendre compte que ce sont toujours les mêmes causes qui produisent les mêmes effets.

Inside job, réalisation : Charles Ferguson, durée 2h00, disponible en DVD et Blu-Ray

L'oscar du meilleur documentaire de cette année est consacré à l'implosion de la planète financière qui a entraîné - entre autres - la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008. A la manière d'une enquête policière, Inside job dresse un réquisitoire implacable sur les coupables - responsables politiques et financiers, institutions financières et agences de notation entre autres - à l'origine de la plus grande fraude de l'histoire des marchés financiers.

Debtocracy, réalisation : Katerina Kitidi et Aris Hatzistefanou, durée 1h15, visible sur www.debtocracy.org avec sous-titres en français, allemand et anglais

Ce documentaire a été présenté par l'ASTM en juillet : il a connu un vif succès en Grèce. Debtocracy développe longuement la question de la légitimité de la dette grecque, et démonte systématiquement les arguments dominants qui font porter la responsabilité de cette dette à la population. Il faut savoir que le projet a été intégralement financé par des dons.

(jsz)

Bus hybride pour Demy Schandeler



L'agence de voyage DEMY SCHANDELER, une entreprise familiale de Keispelt, est également en charge d'une partie des transports publics au Luxembourg en plus de ses activités traditionnelles d'agence des voyages (vacances en bus et en avion). C'est en 1949 que Dominique Schandeler, connu sous le nom de "Demy", reprend l'entreprise de bus de son chef Camille Misch. Demy Cars possédait à l'époque deux autobus de la marque Delahaye et desservait les villages de Keispelt, Meispelt, Nospelt, Capellen et Mamer, puis avait signé un contrat avec le Ministère des Transports afin d'inclure la capitale.

A cette époque d'après-guerre, les bus en tant que moyen de transport profitaient d'une forte popularité due au fait que la plupart des particuliers ne possédaient pas de voiture. Demy devient synonyme des transports publics : on part en fait "mam Demy an d'Staad" et non pas en bus.

Dans les années 50, le voyage en bus se démocratise, et c'est l'avènement du tourisme de masse. L'entreprise Demy Cars évolue bien et il est possible d'investir dans l'acquisition de nouveaux véhicules.

Après le décès inattendu du père fondateur Demy en 1965 c'est alors au tour des trois frères, Aloyse, Norbert et Josy Schandeler de poursuivre ensemble avec leur mère Catherine Schandeler les activités de l'entreprise. Une nouvelle société est créée : Demy Schandeler & Fils. Dans les années de croissance qui suivent, Demy Cars présente son premier catalogue de voyage pour particuliers et associations comprenant des randonnées

et de courtes escapades (en 1974). En collaboration avec l'entreprise Frisch, Demy Cars ouvre en 1982 la première agence de voyage en ville afin de pouvoir proposer des voyages en avion et en train ainsi que des croisières en plus des voyages en autocar. L'agence propose aujourd'hui des voyages en bus courte distance (par exemple en Alsace) et longue distance (de l'Espagne à la Russie).

En 2008, après de nombreuses années de collaboration entre pères, oncles, cousins et fils, Joël, Gast et Laurent prennent la relève et dirigent les 170 collaborateurs, les 120 véhicules, le siège social et les agences de voyage. A part un autocar historique (qu'on soigne comme un vrai bijou) tout le parc de véhicules est composé de bus neufs et ultramodernes. Parmi les véhicules „Demy Cars“ on compte toutes sortes d'omnibus et de bus de voyage pour chaque usage et toutes régions. Pour pouvoir différencier les différents types de véhicules, une classification interne sépare les omnibus, les minibus et les autocars selon différents critères.

En présence de représentants du Ministère du Développement durable, les frères Schandeler ont eu l'honneur d'inaugurer au printemps 2011 les deux premiers bus hybrides de leur flotte.

Pour l'achat d'un de ces bus type Van Hool Hybrid, Demy Schandeler a obtenu en mai 2011 un crédit d'investissement de 900 000 euros d'une durée de cinq ans. Demy Schandeler est la deuxième entreprise de transport après les Voyages Weber (cf etika info 35 – juin 2011) qui bénéficie d'un crédit alternatif pour l'achat de véhicules de transport collectif à grande efficacité énergétique. (esf)

CONTACT :

Demy Schandeler
22, rue de Kehlen
L-8295 Keispelt
E-mail : info@demyschandeler.lu
Tel : (+352) 30 01 46-1
Fax : (+352) 30 89 96

LMDF: Positive Zwischenbilanz

Der erste Jahresbericht des Luxembourg Microfinance and Development Fund (LMDF), in den etika 200.000 Euro investiert hat, ist am 7. Juli der Öffentlichkeit vorgestellt worden. Die Bilanz ist positiv: 3,9 Millionen Euro wurden in 15 Mikrofinanzinstitutionen in elf Ländern zum Nutzen von mehr als 14.000 Kleinstunternehmen, meist Frauen, investiert. 39 % der Investitionen sind im südlichen Afrika. Das wichtigste Land nach der Investitionssumme ist Mali, eines der ärmsten Länder weltweit, erläuterte der geschäftsführende Direktor Kaspar Wansleben bei der Mitgliederversammlung in den Räumen von ADA.

Das Ziel dieses vom Luxemburger Staat und dem etika-Gründungsmitglied ADA (Appui pour le Développement Autonome) entwickelten Investmentpapiers ist zum einen die Unterstützung bestimmter lokaler Anbieter von angepassten finanziellen Dienstleistungen, um damit einen Beitrag zur Armutsminderung in Entwicklungsländern zu leisten. Zum anderen strebt der Fonds eine Rendite an, die mindestens der Inflationsrate entspricht, um das eingesetzte Kapital der Investoren zu erhalten – eine vergleichsweise bescheidene, dafür verantwortungsvolle Zielsetzung.

Das Besondere an der Konstruktion des LMDF ist mit Blick auf die Anleger, dass drei Anlegerklassen A, B und C unterschieden werden, wobei die Hauptrisiken der privaten Anleger durch den Luxemburger Staat und ADA getragen werden. Mit Blick auf die Investitionen ist bemerkenswert, dass mit den Geldern des LMDF ausdrücklich diejenigen Mikrofinanzinstitutionen unterstützt werden, die nur einen begrenzten Zugang zu internationalen Geldgebern haben.

„Wichtig für den LMDF ist es, langfristige Partnerschaften mit den Mikrofinanzinstitutionen („MFI“) aufzubauen. Als Beispiel wird im Jahresbericht die Partnerschaft mit Pro Mujer in Nicaragua erwähnt. „Diese Partnerschaften mit kleineren Institutionen sind auch eine Investition in die Zukunft“, erläuterte Aufsichtsratsvorsitzender Axel de Ville. Denn: „LMDF wird mit ihrem Wachstum ebenfalls größer werden.“

Der Jahresbericht ist erhältlich bei etika. (esf)

Vélotouren: Naturerlebnis und Projektbesuche



Etika führte 2011 bislang schon vier Vélotouren in Zusammenarbeit mit Vélosophie durch:

Am 15. Mai ging es zum Energieatelier nach Beckerich, am 18. Juni zu den Biowinzern Sonnen- Hoffmann nach Remerschen, am 16. Juli zu den Jardins de Wiltz von Cooperations asbl, und am 23. Juli schlossen wir uns der Fairtrade-Vélotour an.

Die Radtour an die Mosel bot der neunköpfigen Gruppe – darunter Alice Risch vom etika- Kreditkomitee und der Europaabgeordnete Claude Turmes – den Besuch zweier Bio-Winzer, Debatten über die Pestizidproblematik und als besonderes Erlebnis eine Führung durch den jardin méditerranée in Schwebange.

Bei der Tour durch die Ardennen nach Wiltz zeigte Monique Goldschmit der achtköpfigen Gruppe zunächst alte Eichenwälder und erläuterte deren frühere Nutzung für die unzähligen Gerbereien der Region: Eichenrinde war ein stark nachgefragter Rohstoff. In Winseler besuchten wir dann den sehr schön gestalteten großen Kräutergarten (jardin de plantes médicinales) und fuhren weiter nach Wiltz. Nach dem Mittagessen in der neu gestalteten Grand-Rue wurde das Wiedereingliederungsprojekt „Jardins de Wiltz“ des Vereins Coopérations asbl besichtigt. Herbert Maly stellte die Räumlichkeiten und Aktivitäten des Vereins vor: Der Verein setzt sich für Menschen ein, die vom Arbeitsmarkt sehr oft ausgeschlossen sind, wie Langzeitarbeitslose, Menschen mit körperlichen Behinderungen oder ehema-



lige Strafgefangene. Coopérations lässt sie in Bereichen mit sehr stark künstlerischer Ausprägung arbeiten. Nach einer ausführlichen Führung durch die Jardins de Wiltz besuchte die Gruppe noch das Schloss, ehe es (endlich!) bergab zum Bahnhof ging.

Neben einem schönen Tag in der Natur bot die Fairtrade-Vélotour Einblicke in Hintergründe des fairen Handels, insbesondere von Kaffee. Die Tour führte eine Gruppe von 17 Radlerinnen und Radlern zunächst von Colmar-Bierg über Diekirch (Besuch der Weltbuttek) und entlang der Sauer nach Wallendorf, wo wir im Landgasthof „am Häffchen“ eine Küche aus regionalen und fair gehandelten Zutaten genossen. Weiter ging es nach Echternach (Besuch der Rösterei J.P. Dieschbourg), bis wir nach 60 Kilometern Wasserbillig erreichten. In der über 100 Jahre alten „Moulin Dieschbourg“ lernten wir viel über die Produktion von Bio-Mehl und fair gehandelten Kaffee.

Bei den vier Tagestouren erfolgte die Hin- und Rückfahrt per Zug. Bei unserer letzten Tour in diesem Jahr am **10. September** wird das anders sein. Wir treffen uns wieder gegen 9 Uhr am Bahnhof, fahren dann jedoch etwa 40 Kilometer durch den Grund, das Alzettel nach Hesperingen und weiter rund um die Stadt. Bei Besuchen mehrerer von etika und der BCEE unterstützter Projekte, unter anderem der Casa Fabiana, geht es diesmal um Bio-Lebensmittel. Eine Anmeldung bis zum **8. September** ist unbedingt erforderlich. (esf)

Weitere Infos: Tel.: 29 83 53 / contact@etika.lu

Oeko-Foire

Du 16 au 18 septembre 2011, le Mouvement Ecologique asbl et l'OekoZenter asbl organisent l'Oeko-Foire 2011. Avec ses 14 000 visiteurs, l'Oeko-Foire est la plus grande foire écologique de la Grande Région. Un des «points forts» de l'édition 2011 sera les «démonstrations de rénovation écologique» de maisons d'habitation («Bau-Schau») sur le stand de l'OekoZenter. Ces démonstrations sont réalisées avec le soutien de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (BCEE). A cette occasion la BCEE présente sur le stand sa gamme d'EcoPrêts, LOGEMENT et ENERGIE ainsi que son offre etika pour des projets particulièrement écologiques. De nombreuses questions se posent dans le contexte de la rénovation d'une maison. Les démonstrations «bâtiment éco» présentées au stand de l'OekoZenter Lëtzebuerg vous permettront de vous faire une idée des activités qui vous attendent lors d'une rénovation. Cette année, les démonstrations seront axées sur les techniques d'isolation du plafond de la cave, tout en répondant aux plus hautes exigences en matière d'efficacité énergétique et en utilisant des matériaux écologiques et non nuisibles à la santé. (pg)

INFOS:

<http://mouvement.oeko.lu/oekofoire>



16 - 18 septembre 2011

LUXEMPO - KIRCHBERG - LUXEMBOURG

Tel: 43 90 30-1 www.oeko.lu



Etika chaque mois sur paperjam.lu

Si vous êtes abonnés à la newsletter ou visiteurs réguliers du site internet de Paperjam, vous avez peut-être constaté que nous publions des avis sur la question de l'investissement socialement responsable (ou pas) tous les mois depuis avril dernier. Ces articles plutôt courts sont complétés avec des liens vers des sites d'information qui approfondissent le propos. Nous avons déjà publié des articles sur la question de l'argent public, de la crédibilité des fonds verts, etc... N'hésitez pas à nous faire part de vos critiques et commentaires, ou à nous demander de traiter un sujet qui vous tient à cœur: toute suggestion sera la bienvenue! Retrouvez nous sur www.paperjam.lu (jsz)

Demos, Filme, Konferenzen und Hoffeste



CHIFFRES

CHIFFRES SUR LE MÉCANISME ÉPARGNE ALTERNATIVE

Comptes actifs à la date du 31.07.2011	890
Montant total de l'épargne déposée au 31.07.2011 (en millions d'euros)	42,7
Taux de conversion de l'épargne en crédit au 30.06.2011 (en %)	54,5
Nombre de crédits ouverts au 30.06.2011	78

IMPRESSUM

Den etikaINFO ass a periodescht Informatiouns- a Motivatiounsblat fir d'Membere vun etika asbl a fir d'Titulaire vun engem alternative Spuerkont.

Editeur: etika asbl, 55, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Tel/Fax: 29 83 53, www.etika.lu, contact@etika.lu

Lay-Out an Mise en page: Bizart

Lektorat: Bérengère Brulebois, Marina Hetheier, Stefanie Baehr

Redaktioun: Ekkehart Schmidt-Fink (esf), Jean-Sébastien Zippert (jsz), Paul Gaspar (pg)

Druck: Imprimerie Mil Schlimé, Bertrange.

Fotoen: Kellerabteil, licence Creative Commons (Säit 1), Stefan König (Säit 3), Demy Schandeler (Säit 6), Ekkehart Schmidt-Fink (Säit 7,8), Greenpeace (Säit 8)

Den etikaINFO ass op recycléiertem an 100% chlorfräi gebleechtem Pabeier gedréckt ginn.



Im Frühsommer waren wir nicht nur in Sachen Fonds de compensation aktiv, um für ethische Kriterien bei der Auswahl der Investments zu werben. Am 19. Juni nahm etika mit einem Stand am Biobauern-Hoffest auf dem Schanck-Haff teil, am 22. Juni am Fest von der Natur in Kockelscheuer.

Am 11. Juli haben wir gemeinsam mit ATTAC und der ASTM in der Abbatte de Neumünster den Film „Inside Job“ zu den Hintergründen der Finanzkrise gezeigt. Auch in der Sommerpause sind wir nicht untätig geblieben.

Dieser Ausgabe liegen pünktlich zur Rentree wie immer kostenlose Eintrittskarten zur Oekofoire bei. Dort ist etika vom 16. bis 18. September – über die Stände unsere Partner – vertreten. Interessierten an ökologischer Bauweise bieten wir zudem im Rahmen einer gemeinsamen mit der Spuerkeess organisierten „Bauschau“ am Freitag, den 16. September, ab

14 Uhr Informationen zu unseren EcoPrêts.

Vom 19. bis 22. September nehmen wir in Addis Abeba / Äthiopien an der Jahreskonferenz von INAISE teil, dem Weltverband der Sozialbanken. Sie findet statt im Rahmen einer Mikrofinanztagung der Organisation MAIN.

Im Herbst bieten wir in gewohnter Manier am 4. Oktober und 8. November wieder die Chance, bei unserem Quiz „Qui veut gagner en vision?“ neben viel Spaß auch ein alternatives Sparkonto mit einem Guthaben von 1.000 Euro zu gewinnen.

Interessierten an neuen etika-Projekten bieten sich zwei Gelegenheiten, an Einweihungen teilzunehmen: am 23. September wird der neue Firmensitz von Rollinger Toiture in Steinsel eingeweiht, am 28. Oktober die neue BIOGROS-Lagerhalle in Münsbach (vgl. etikaINFO 35). (esf)